



Déclaration de la FSU lors du CTSD du 04/09/2018

« Les transformations sont portées par un état d'esprit, celui de la confiance » dit Jean-Michel Blanquer. Par les connaissances et les valeurs qu'elle transmet, l'École est le socle d'une société fraternelle et sereine. »

Nous aimerions le croire mais tous les signes en direction des enseignants sont aux antipodes de la confiance affichée et la crise de recrutement perdure, témoignant d'un manque d'attractivité du métier. Dans le second degré, alors que le nombre de postes offerts connaissait une baisse de 20% cette année, 12% de ceux-ci n'ont pas été pourvus par manque de candidats. Il faut dire que le gel du point d'indice, les menaces qui pèsent sur le statut de fonctionnaire et leur carrière et les conditions d'exercice constituent un sérieux frein aux vocations des étudiants.

Le gouvernement a multiplié cet été les annonces : REP+, formation des professeurs, fusions des académies, alors que les discussions sur ces thèmes n'ont pas eu lieu ou ne sont pas closes. Une brutalité à laquelle s'ajoutent des annonces budgétaires qui auront nécessairement un impact fort sur l'Éducation Nationale. Alors que les choix économiques du gouvernement sont en échec, le Président de la République poursuit la même politique en réactivant des dispositifs de la présidence Sarkozy qui laminent les moyens des services publics, et le financement de la protection sociale.

Bien que les nouveautés du ministre soient présentées avec douceur lors des réunions des directeurs et directrices d'école, le vissage de boulons à l'égard des enseignants est clair en termes de contrainte en lieu et place de la liberté pédagogique et de la confiance : les injonctions qui concernent les APC (dans le seul domaine de la lecture), les tâches liées aux évaluations qui, a priori ne sont pas assorties d'une prime, constituent un surcroît de travail qui sera plus utile aux statistiques qu'à une remédiation des difficultés des élèves qui est au cœur du métier d'enseigner. Nous craignons, outre un classement des établissements, qu'il y ait, en amont, un bachotage concernant les items évalués au détriment d'autres disciplines et au SNUipp-FSU, nous contestons notamment le stress occasionné par les modalités de passation pour un enfant de 5 ans. Quid de la sérénité invoquée en d'autres lieux ... Si le ministre doute du professionnalisme

des enseignant.es, qu'il prenne les mesures à destination de la formation initiale et continue que nous réclamons avec force depuis son délitement.

La FSU fait partie des organisations qui ont refusé au CSE du 12 juillet que les ajustements des programmes de 2016 soient examinés à la va-vite. Publier des programmes au cœur de l'été, n'est pas de nature à permettre aux enseignants de construire sereinement leurs cours.

Par ailleurs, la FSU appelle à la vigilance à l'égard du risque de voir s'incruster le groupe « Agir pour l'école » qui cherche à s'imposer dans les classes.

L'Éducation Nationale n'a pas besoin d'officine externe financée en partie par des dons privés pour innover, son réseau immense en lien avec la recherche universitaire et les ESPE ont largement le potentiel pour faire émerger le meilleur pour les élèves. Encore faut-il confiance et liberté pédagogique. Entre les ouvertures d'école à pédagogie « magique » et la déscolarisation des élèves, l'Éducation Nationale doit tout mettre en œuvre pour que les élèves aient des conditions de scolarisation décentes et le niveau des effectifs est un de ces paramètres, ce qui est l'objet de notre demande de CTSD de rentrée.

La rentrée dans notre département est en cours, et il nous est difficile d'avoir une vision exhaustive de la situation qui n'est pas complètement stabilisée.

La FSU tient notamment à mettre en lumière deux situations :

Tout d'abord, celle du collège Bibracte de Château-Chinon où les personnels étaient en grève hier après-midi. L'équipe pédagogique qui avait l'impression d'avoir été comprise lors d'une première audience au printemps, se trouve en cette rentrée à devoir renoncer à des inclusions pourtant bénéfiques et utiles pour les élèves d'ULIS et de SEGPA en quatrième ou en troisième. La FSU demande que ce collège REP dont l'internat accueille souvent des élèves à la situation complexe ne soit plus placé face à des choix de renoncement et obtienne les moyens nécessaires.

Ensuite, la situation du collège de Clamecy où des élèves se voient empêchés de débiter l'Allemand en classe de cinquième alors que cela ne consommerait aucun moyen en termes de DHG. Pour la FSU, dans un contexte où le Rectorat affiche sa volonté de soutenir l'enseignement de l'Allemand, et où les professeurs d'allemand font un travail important pour donner envie aux élèves de se lancer dans l'apprentissage de cette langue, il est incompréhensible et inacceptable que l'on rencontre une telle situation.